

0097124
APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N°...../AONO/MINHDU/CIPM/2026 DU 09 JUL 2026
POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX COMPLEMENTAIRES DE REHABILITATION DES
POSTES DE CONTRÔLE DE L'AUTOROUTE YAOUNDE-NSIMALEN (EN PROCEDURE
D'URGENCE).

FINANCEMENT : BIP MINH DU - EXERCICE 2026

1- Objet de l'Appel d'Offres

Le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain, Maître d'Ouvrage et Autorité Contractante, lance pour le compte de l'Etat du Cameroun un Appel d'Offres National Ouvert pour l'exécution des travaux complémentaires de réhabilitation des postes de contrôle l'autoroute Yaoundé-Nsimalen (en procédure d'urgence).

2- Consistance des travaux

Les travaux à réaliser au titre du présent appel d'offres comprennent :

- ✓ Les travaux préliminaires ;
- ✓ Les travaux de raccordement au réseau SOCADEL ;
- ✓ Les travaux de réhabilitation du réseau D'AEP ;
- ✓ Les fournitures des équipements pour la mologarc de NSIMALEN ;

NB : Les détails sont précisés dans le CCTP.

3- Allotissement

Les travaux objet du présent Dossier d'Appel d'Offres sont repartis en un (01) lot unique.

4- Coût prévisionnel

Le montant prévisionnel des travaux est de quinze millions (15 000 000) F CFA.

5- Délai d'exécution

Le délai maximum prévu pour l'exécution des travaux par le Maître d'ouvrage est de quatre (04) mois.

6- Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux entreprises et groupements d'entreprises ayant leur domicile ou leur siège social au Cameroun et disposant d'une expérience avérée dans le domaine concerné.

La participation sous forme de groupement est admise à condition que la forme du groupement soit précisée et le Chef de file soit désigné et que les attributions spécifiques de chaque membre ressortent clairement.

7- Financement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le BIP MINH DU - Exercices 2026.

8- Mode de soumission des offres

La soumission se fait exclusivement en ligne.

9- Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, un cautionnement de soumission timbré, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou institution financière agréée par le Ministère en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 13 du DAO dont le montant est fixé à **cent cinquante mille (150 000) FCFA** et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres et assorti du récépissé de consignation délivré par la Caisse des dépôts et Consignations (CDEC).

L'absence du cautionnement de soumission délivré par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Un cautionnement de soumission produit mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considéré comme absent. Le cautionnement de soumission présenté par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10- Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres *en version physique* peut être consulté aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales / Service des Marchés Publics du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sis au 9^e étage porte 02 de l'immeuble Ministériel N° 1 à Yaoundé. Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, <http://www.publiccontracts.cm> ou sur le site internet de l'ARMP (<http://www.arpmp.cm>).

11- Acquisition du dossier d'appel d'offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté et retiré dès publication du présent avis à la Direction des Affaires Générales du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain (Service des Marchés) sise au 9^e étage porte 09T02 de l'immeuble Ministériel N° 1 (en face de la Poste Centrale), sur présentation d'une quittance originale de versement d'une somme non-remboursable de trente mille (30 000) FCFA non remboursable, payable au Trésor Public au titre des frais d'acquisition du dossier d'appel d'offres.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12- Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le ~~1^{er} août 2026~~ **1^{er} août 2026** à [13 heures, heure locale]. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB devront être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessous dans les délais impartis.

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;

- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

En cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS, le défaut de présentation des copies de sauvegarde entraînera l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné.

N.B : les originaux physiques du cautionnement de soumission, du récépissé de la CDEC, de la quittance d'achat du DAO et la copie de sauvegarde devront parvenir sous plis scellé au Service des Marchés (Bureau des offres) du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sise au 2^{ème} étage de l'immeuble, situé derrière la DGSN à LONGKAK-Yaoundé (bâtiment beige aux balcons rouges) au plus tard le 11 AOUT 2026 à 13 heures, heure locale et portant la mention ci-dessous :

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° 0.9.7/ANOM/MINH DU/CIPM/2026 DU 09 JUIN 2026
POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX COMPLEMENTAIRES DE REHABILITATION DES
POSTES DE CONTRÔLE DE L'AUTOROUTE YAOUNDE-NSIMALEN
(EN PROCEDURE D'URGENCE).

FINANCEMENT : BIP/MINH DU - Exercice 2026.

13- Recevabilité des offres

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage:

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.
- les plis sans indication de l'objet ou de la référence de l'Appel d'Offres ;
- La non-présentation des copies de sauvegarde des offres;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence du cautionnement de soumission délivré par un établissement de crédit ou un organisme financière agréé par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautionnements dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Un cautionnement de soumission produit mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considéré comme absent. Le cautionnement de soumission présenté par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14- Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 11 AOUT 2026 à partir de 14 heures, heure locale, par la Commission Interne de Passation des Marchés du MINH DU dans la salle du 2^{ème} étage de l'immeuble abritant la CIPM/MINH DU, situé derrière la DGSN à LONGKAK-Yaoundé (bâtiment beige aux balcons rouges).

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles

doivent être datées de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres

En dehors du cautionnement de soumission, l'absence ou la non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis et non produite dans un délai de 48 heures accordées par la Commission, entraînera le rejet de l'offre.

15- Critères d'évaluation des offres

15.1. Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires sont les suivants :

- a) *Absence ou non-conformité du cautionnement de soumission timbré et acquitté à la main dans le dossier administratif à l'ouverture des plis assorti du récépissé de la CDEC ;*
- b) *Non-production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente ;*
- c) *Fausse déclaration, manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées ;*
- d) *Absence de la déclaration de visite de site signée sur l'honneur par le soumissionnaire ;*
- e) *Absence d'un conducteur des travaux réunissant l'ensemble des qualifications suivantes :*
 - *Formation : BAC + 3 en Génie Civil inscrit à l'ONIGC (joindre l'attestation de son inscription à l'ordre professionnel);*
 - *Expérience Générale : 05 Ans*
 - *Expérience Spécifique : ayant déjà occupé le poste de Conducteur des Travaux dans au moins un (01) projet d'assainissement ou de drainage ;*
- f) *Non-conformité du modèle de soumission ;*
- g) *Omission d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;*
- h) *Omission d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;*
- i) *Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon d'un chantier au cours des trois dernières années ;*
- j) *Non-respect du format de soumission ;*
- k) *Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;*
- l) *Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;*
- m) *Absence de l'une des preuves d'acceptation des conditions du marché (CCAP et CCTP paraphés à chaque page et signé à la dernière page accompagnée de la mention « lu et approuvé ») ;*
- n) *Non-respect de 4 critères essentiels sur 5;*
- o) *Absence une attestation de catégorisation ou la copie de la décision rendant publique la classification dans la catégorie D ou E.*

15.2 Critères essentiels

L'offre technique sera évaluée suivant la grille de notation suivante :

- a) *Présentation Général ;*
- b) *Le personnel d'encadrement de l'entreprise ;*
- c) *La méthodologie d'exécution.*
- d) *Le matériel de chantier à mobiliser ;*

Les détails de ces critères essentiels sont précisés par le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO) et repris dans la grille d'évaluation.

16- Attribution

Le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre la moins disante, et remplissant les capacités techniques et administratives requises en incluant le cas échéant les rabais proposés.

17- Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

18- Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus auprès de la Direction des Affaires Générales du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sise au 7^e étage-porte 06 de l'immeuble ministériel n°1 (face Poste Centrale – Yaoundé), aux heures ouvrables ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

19- Lutte contre la corruption

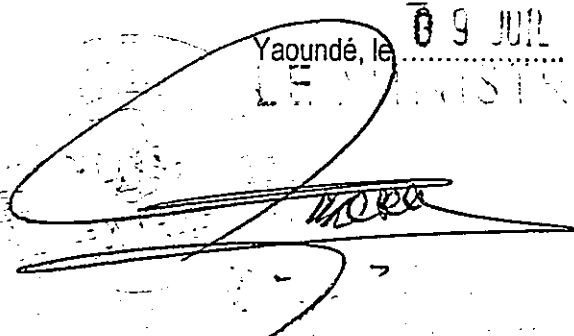
Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

20- Additif de l'appel d'offres

Des additifs éventuels pourront être apportés au présent DAO en respect de la réglementation en vigueur.

Ampliations :

- MINMAP
- CIPM
- ARMP
- CHRONO
- ARCHIVES

Yaoundé, le 09 JUL 2026
LE MINISTRE


REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DE L'HABITAT ET
DU DEVELOPPEMENT URBAIN

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace- Work – Fatherland

MINISTRY OF HOUSING AND
URBAN DEVELOPMENT

OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS
08097/ANON/MINHDU/CIPM/2026 OF 09 JUL 2026
FOR THE EXECUTION OF ADDITIONAL REHABILITATION WORKS ON THE YAOUNDE-NSIMALEN
MOTORWAY CHECKPOINTS
(IN EMERGENCY PROCEDURE)
FUNDING: MINH DU Public Investment Budget – 2026 Fiscal Year

1- Purpose of the Call for Tenders

The Minister of Housing and Urban Development, acting as the Project Owner and Contracting Authority, launches—on behalf of the State of Cameroon—an Open National Call for Tenders for the execution of additional rehabilitation works on the control stations of the Yaoundé-Nsimalen highway (In emergency procedure).

2- Consistency of the work

The work to be carried out under this call for tenders includes:

- ✓ Preliminary works;
- ✓ Connection works to the SOCADEL network;
- ✓ Rehabilitation works on the drinking water supply network;
- ✓ Supply of equipment for the Nsimalen motor station.

NB: Details are specified in the CCTP.

3- Allotment

The work covered by this Tender Document is divided into one (01) single lot.

4- Forecast cost

The estimated cost of the work is one fifty million (15 000 000 CFA F)

5- Execution time

The maximum time allowed for the execution of the works by the Project Owner is four (04) months

6- Participation and origin

Participation in this Call for Tenders is open to companies and groups of companies having their domicile or head office in Cameroon and having proven experience in the field concerned.

Participation in the form of a group is permitted provided that the form of the group is specified and the Leader is designated and that the specific responsibilities of each member are clearly evident.

7- Financing

The works covered by this Call for Tenders are financed by the Public Investment Fund - Financial Years 2026

8- Method of submitting offers

Submission is made exclusively online

9- Submission bond

Each bidder must attach to their administrative documents a stamped bid bond, paid by hand, issued by an organization or financial institution approved by the Ministry of Finance to issue bonds in the areas of public procurement, as listed in Exhibit 13 of the DAO, the amount of which is set at one hundred and fifty thousand (150,000) five hundred thousand FCFA and valid for thirty (30) days beyond the initial bid validity date and accompanied by the deposit receipt issued by the Deposit and Consignment Fund (DCF).

The absence of a bid bond issued by a first-rate bank or a first-class financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public procurement will result in the outright rejection of the bid. A bid bond produced but having no connection with the consultation in question is considered absent. The bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

10- Consultation of the Call for Tenders File

The physical version of the Invitation to Tender Document can be consulted during working hours at the Directorate of General Affairs / Public Procurement Service of the Ministry of Housing and Urban Development, located on the 9th floor, door 02 of the Ministerial building. No. 1 in Yaoundé. It can also be consulted online on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>. <http://www.publiccontracts.cm> or on the ARMP website (<http://www.armp.cm>).

11- Acquisition of the tender file

The physical version of the tender dossier can be obtained from the Directorate of General Affairs of the Ministry of Housing and Urban Development (Markets Department) located on the 9th floor, door 09T02 of the Ministerial Building No. 1 (in front of the Central Post Office), upon publication of this notice, against payment of a non-refundable sum of the purchase costs of the DAO is thirty (30,000) FCFA payable to the Public Treasury for the costs of acquiring the file tender.

It is also possible to obtain the electronic version of the file by free download at the addresses indicated above for the electronic version. However, submission by physical or electronic means is conditional on payment of the DAO purchase fees.

12- Submission of offers

Each offer written in French or English must be transmitted by the bidder on the COLEPS platform no later than ~~11.11.2026~~ ~~11.11.2026~~ ~~11.11.2026~~ at [1 p.m., local time]. A backup copy of the offer recorded on a USB key must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication "backup copy", in addition to the mention below within the allotted time frame.

File size and format

For online submission, the maximum sizes of documents which will pass through the platform and constituting the bidder's offer are as follows:

- 5 MO for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The accepted formats are as follows:

- PDF format for textual documents;
- JPEG for images.

The candidate will make sure to use compression software in order to possibly reduce the size of the files to be transmitted.

In the event of a malfunction of the COLEPS platform, failure to present backup copies will result in the inadmissibility of the offer of the candidate concerned.

N.B: the physical originals of the bid bond, the CDEC receipt, the DAO purchase receipt and the backup copy must be sent in a sealed envelope to the Procurement Department (Tender Office) of the Ministry of Housing and Urban Development, located on the 2nd floor of the building housing the PDVIR/MINH DU project, located behind the DGSN in LONGKAK-Yaoundé (beige building with red balconies) no later than 1 p.m. local time and bearing the following mention:

OPEN NATIONAL CALL FOR TENDER
N° 003.7/AONO/MINH DU/CIPM/2026 OF 09 JUL 2026
FOR THE EXECUTION OF ADDITIONAL REHABILITATION WORKS ON THE YAOUNDÉ-NSIMALEN
MOTORWAY CHECKPOINTS (IN EMERGENCY PROCEDURE).
PUBLIC INVESTMENT FUND - FINANCIAL YEAR 2026

13- Admissibility of offers

Will be inadmissible by the Project Owner:

- The envelopes bearing information on the identity of the tenderer;
- Entries received after the submission deadlines and times;
- Entries that do not comply with the submission method.
- Folds without indication of the subject or reference of the Call for Tenders;
- Failure to present backup copies of offers;

Any incomplete offer in accordance with the requirements of the Call for Tender Documents will be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a credit institution or a financial organization approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds in the field of public procurement or non-compliance with the models of the documents in the Tender File will result in the outright rejection of the offer without any recourse.

A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is considered absent. The bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

14- Opening of folds

The opening of bids is done in one time and will take place on 11 JUL 2026 from 2 p.m., local time, by the Internal Procurement Commission of the MINH DU in the room on the 2nd floor of the building housing the CIPM/MINH DU, located behind the DGSN in LONGKAK-Yaoundé (beige building with red balconies).

Only bidders may attend this opening session or be represented by a single duly authorized person of their choice, even in the case of a joint venture.

Under penalty of rejection, the required administrative documents must be submitted in original form or in copies certified by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations for the Call for Tenders. They must be dated within the last three (03) months or have been prepared after the date of signature of the Call for Tenders.

Apart from the bid bond, the absence or non-compliance of an administrative document during the bid opening and not submitted within the 48-hour period granted by the Commission will result in the rejection of the bid.

15- Offer evaluation criteria

15.1. Elimination criteria

The elimination criteria are as follows:

- a) Absence or non-compliance of the bid bond in the administrative file when opening the envelopes to be issued from the CDEC receipt;*
- b) Non-production beyond the deadline of 48 hours after opening the envelopes of a document in the administrative file deemed non-compliant or absent;*
- c) False declarations, fraudulent maneuvers or falsified documents;*
- d) Absence of the site visit declaration signed on their honor by the bidder;*
- e) Absence of a works manager meeting all of the following qualifications:*
 - o Training: BAC + 3 in Civil Engineering registered with the ONIGC (attach the certificate of registration with the professional order);*
 - o General Experience: 05 Years*
 - o Specific Experience: having already held the position of Works Manager in at least one (01) sanitation or drainage project;*
- f) Non-compliance of the submission model;*
- g) Omission of an element of the financial offer (the submission, the BPU, the DQE);*
- h) Omission of a quantified unit price in the offer;*
- i) Absence of the sworn declaration of non-abandonment of a site during the last three years;*
- j) Failure to comply with the submission format;*
- k) Absence of the dated and signed integrity charter;*
- l) Absence of the dated and signed declaration of commitment to compliance with environmental and social clauses;*
- m) Absence of one of the proofs of acceptance of the market conditions (CCAP and CCTP initialed on each page and signed on the last page accompanied by the words "read and approved");*
- n) Non-compliance with 4 out of 5 essential criteria;*
- o) Absence of a categorization certificate or a copy of the decision making public the classification in categories D or E.*

15.2 Essential criteria

The technical offer will be evaluated according to the following rating grid:

- a) General Presentation;*
- b) The management staff of the company;*
- c) The execution methodology.*
- d) Site equipment to be mobilized;*

The details of these essential criteria are specified by the Special Regulations for the Call for Tenders (RPAO) and included in the evaluation grid.

16- Attribution

The contract will be awarded to the tenderer presenting the lowest bid, and meeting the required technical and administrative capacities, including, where applicable, the proposed discounts.

17- Validity period of offers

Bidders remain committed to their offers for a period of 90 days from the deadline set for submission of offers.

18- Additional information

Additional technical information can be obtained from the Urban Operations Directorate of the Ministry of Housing and Urban Development, located on the 7th floor - door 06 of ministerial building no. 1 (facing Poste Centrale – Yaoundé) , during business hours or online on the COLEPS platform at the addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

To obtain technical assistance, in the event of a problem relating to the use of the platform, please call the numbers (+237) 222 238 155 / 222 235 669 or write to the email address dsi@minmap.cm.

19- Fight against corruption

For any denunciation of practices, facts or acts of corruption or bad practices, please call CONAC at number 1517, the Authority in charge of Public Procurement (MINMAP) (SMS or call) at the numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

20- Addendum to the call for tenders

The Minister of Housing and Urban Development reserves the right, if necessary, to make any other useful subsequent modification to this call for tenders.

Extensions:

- MINMAP
- CIPM
- ARMP
- TIMELINE
- ARCHIVES

Yaounde, 09 JUL 2026
LE MINISTRE
